royaliste

BI-MENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

libérez la justice !

(voir pages 6 et 7)

(M 2242 - 341 - 4,50 F) 2 JUILLET AU 15 JUILLET 1981 - 11ème année - N° 341 - 4, 50 F

Nous avons déjà parlé dans ce journal et à deux reprises (Royaliste 330 et 331) du livre de Bernard-Henri Lévy «L'Idéologie française». Cependant nous nous faisons un devoir de publier ici le texte que nous a fait parvenir notre ami Jean-Loup Bernanos en réponse aux attaques de B.H.L. contre Georges Bernanos.

le bazar de b.h.l.

«L'Idéologie française», de Bernard-Henri Lévy, dégage une odeur irrespirable, qui prend à la gorge. C'est une accumulation de haine et de malveillance, qui le disqualifie sans rémission –«La colère des imbéciles remplit le monde.» (1) B.H.L. ne nous accorde que le droit de penser avec sa tête. Sinon, on est antisémite, raciste et fachiste. Eh bien ! moi je dis que lorsqu'il tronque, caricature ou diffame ceux dont il ne partage pas les idées, il se conduit précisément en fachiste et raciste. Ce sont des gens comme lui qui font les antisémites. Cela est d'autant plus regrettable que les quelques vérités utiles que contient son livre se trouvent ainsi noyées sous un fatras de mensonges.

Oui, Bernanos a écrit *La Grande Peur des Bien-Pensants*. Oui, c'est en majeure partie un hommage à Drumont, mais non «*la quintessence même de l'antisémitisme à la française*.»

Tout lecteur honnête de *La Grande Peur* remarquera que ce que l'auteur admirait chez Drumont ce n'était pas l'antisémitisme mais le Tribun, l'Historien amoureux de l'ancienne France, monarchiste convaincu (comme Bernanos), défenseur des humbles, des pauvres et des opprimés -eh oui ! M. Lévy.

Pour Bernanos, Drumont est le premier qui a osé attaquer les puissances de l'argent. Risquant sa vie, sa renommée, sa position, l'auteur solitaire s'en prend «à tout ce qui compte, tout ce qui dispense l'argent, les places, fait et refait les réputations, financiers, politiciens, fonctionnaires, gens d'Eglise ou magistrats.» (2) Bernanos admire ce courage. «Je vous assure, dira-t-il à un ami d'alors, Drumont ne se limite pas à l'antisémitisme. C'est d'abord un grand prosateur, dans la lignée de Saint-Simon et des *Provinciales*. Mais c'est surtout l'écrivain qui a fait le plus solide réquisitoire contre la société française contemporaine.» (3) Qui peut nier, abstraction faite de son antisémitisme, que Drumont est un homme exceptionnel auquel il est difficile de refuser notre admiration ? C'est ainsi, qu'à tort ou à raison, Bernanos voit Drumont. C'est-à-dire que le Drumont de Bernanos, idéalisé par lui depuis sa jeunesse, n'est plus exactement le vrai Drumont et cela crée un malentendu bien utile à ses détracteurs. Il est tout à fait juste d'affirmer que le problème juif tient beaucoup moins de place dans l'œuvre de Bernanos que la critique de la bourgeoisie catholique et du prêtre médiocre et pourtant personne n'a songé à le traiter d'anti-catholique, ni à le chasser hors de l'Eglise.

Dans son livre consacré à l'auteur de *La Grande Peur*, Max Milner (4) précise : «On s'approchera davantage de la vérité en disant que la pensée de Drumont n'est pas toute entière enfermée dans *La France juive* et que Bernanos s'inspire beaucoup plus de ses autres ouvrages que de celui-là. Il reconnaît lui-même que c'est le courage désespéré, «sacrificiel» de l'entreprise «qui donne à ce colossal amas de noms, de faits, d'anecdotes, qui pourrait être si vulgaire, une sorte de majesté...» (2) et c'est à un autre livre de Drumont, *La Fin d'un monde*, que vont ses préférences.» (2) Puis, après quelques réserves, Max Milner ajoute «... cela dit, on peut affirmer que l'admiration de Bernanos pour Drumont ne va nullement à son racisme, sur lequel il insiste somme toute fort peu, mais à certaines particularités de sa personne et de son action qu'il est important de connaître, car elles nous renseignent davantage sur Bernanos lui-même que sur celui dont il a fait son maître.» (4)

La réputation «d'antisémite» de Bernanos est donc née d'une double équivoque :

– Mauvaise interprétation de son admiration pour Drumont.

– Le fait qu'il ait «osé» soulever «La question juive», en l'expliquant d'ailleurs très clairement. C'est la même chose, dira-t-on, vous jouez sur les mots. Je rétorquerai que celui qui veut bien, sans parti pris, se donner la peine de pousser à fond l'analyse découvrira la différence. «L'antisémitisme» de Bernanos ne comporte aucun désir de nuire aux Juifs – «... J'aimerais mieux être fouetté par le Rabbin d'Alger que faire souffrir une femme ou un enfant juif». (5) Il se borne uniquement à situer la question juive. Antisémite ou pas qui peut prétendre ignorer l'existence d'un problème juif ? Les solutions que Bernanos souhaitait voir apporter à ce problème ne comprenaient aucune contrainte ou discrimination, aussi petite soit-elle. Elles étaient plutôt favorables aux Juifs puisqu'elles comportaient le droit pour celui-ci d'être considéré comme un peuple à part entière, une race, ayant ses traditions, son esprit, sa culture, sa religion, qui puisse traiter d'égal à égal avec les autres peuples. Y a-t-il là de quoi crier au racisme ? L'Histoire ne lui a-t-elle pas, en partie, donné raison, puisqu'il y a bien aujourd'hui un Etat d'Israël ? Dont-il a d'ailleurs admirablement salué la naissance, quelques semaines avant sa mort. (6)

Cette fidélité à Drumont, qui chagrine tant B.H.L., n'a pas empêché Bernanos de dénoncer avec violence la démission des élites françaises, la chrétienté décadente, les impostures de la droite comme de la gauche, l'expansion et le danger nazis (dès 1934), l'invasion de l'Ethiopie par les Italiens et l'usage criminel de l'ypérite, «l'ignoble croisade franquiste, bénie par l'Eglise espagnole.» le règne de la Terreur vécue à Palma de Majorque (où par deux fois, il échappa de justesse à un attentat). D'avoir non seulement prévu Munich, mais prédit la guerre en 1937. D'avoir, *dès le premier jour*, refusé l'armistice et d'être ainsi un des tous premiers inspirateurs de la Résistance française. (Ce n'est donc pas, comme le laisse supposer B.H.L., en 1944 qu'il a pris ses distances avec Vichy). De s'être mis à la disposition de la France Libre aussitôt après l'appel du général de Gaulle, que, lui même étant infirme, deux de ses fils et un neveu ont rejoint à Londres.

Quant aux thèses maurrassiennes. Souvenez-vous B.H.L., en 1932, la rupture : «A Dieu, Maurras, à la douce pitié de Dieu» (8). Pour le reste lisez *Les Grands Cimetières, Scandale de la vérité* et *Nous autres Français*.

Page 107 (en note) B.H.L. «cite» Bernanos à grand renfort de virgules et de guillemets : «Sait-on... Qu'il (Bernanos) en vient à reprocher alors à Hitler d'avoir déshonoré à jamais» le très doux, très noble, très responsable «mot» ... d'«antisémitisme» ? Voici le vrai texte, qui se trouve, non pas page 417 (avec B.H.L. même les chiffres mentent), mais 422 du *Chemin de la Croix-des-Ames* (Gallimard) : «ceux qui parlent ainsi se font traiter d'antisémites. Ce mot me fait de plus en plus horreur, Hitler l'a déshonoré à jamais. Tous les mots d'ailleurs qui commencent par «anti» sont malfaisants et stupides.». M. B.H.L. est historien qui fait l'Histoire selon ses préjugés et non selon la vérité. Il fait du négatif avec du positif, à l'égal d'Henri Guillemin.

Si l'auteur de *L'Idéologie française* souhaite se documenter, je tiens à sa disposition d'*authentiques* et nombreuses citations de Bernanos en faveur des Juifs, notamment lorsqu'en 1938 il s'élève contre «...la hideuse propagande antisémite qui se déchaîne aujourd'hui dans la presse dite nationale, sur l'ordre de l'étranger.» (2) En 1943, lors de l'arrestation de G. Mandel : «Si vos maîtres ne nous rendent pas Mandel vivant, vous aurez à payer ce sang juif... chaque goutte de ce sang juif versé en haine de notre ancienne victoire nous est plus précieux que toute la pourpre d'un manteau de cardinal fasciste.»(9) Son hommage aux héros du ghetto de Varsovie : «Les charniers refroidissent, la dépouille des martyrs retourne à la terre, l'herbe avare et les ronces recouvrent le sol impur où tant de moribonds ont sué leur dernière sueur, les fours crématoires eux-mêmes s'ouvrent béants et vides sur les matins et sur les soirs, mais c'est bien loin maintenant de l'Allemagne, c'est aux rives du Jourdain que lève la semence des héros du ghetto de Varsovie.» (2)

Et pour terminer cette autre citation que j'offre à la méditation de M. Bernard-Henri Lévy : «S'il plaît à Dieu, les menteurs ne me tiendront pas, ils ne m'ont jamais tenu. Je me moque des menteurs parce que je les mets bien au défi de rien posséder en ce monde que je puisse désirer moi-même.» (10)

Jean-Loup BERNANOS

(1) *Les Grands Cimetières sous la lune*, (Le Livre de Poche), p. 19.
(2) *La Grande Peur des Bien-Pensants*, (Poche), pages : 161-164-188-435-433.
(3) *Le Monde* du 6/10/78
(4) *Georges Bernanos*, (Desclée de Brouwer) 1967, p. 164.
(5) *Nous autres Français*, (Gallimard), p. 224.
(6) *Français si vous saviez*, (Idées), p. 397.
(7) *La France contre les robots*, (Le Livre de Poche), p. 188.
(8) *Essais et écrits de combat*, (La Pleiade), p. 1258.
(9) *Le Chemin de la Croix-des-Ames*, (Gallimard), p. 316.
(10) *Le Scandale de la vérité*, (Gallimard), p. 171.

vers une décentralisation véritable ?

Les socialistes semblent pleins de bonne volonté en matière de décentralisation. Cela suffira-t-il ?

Lorsque nous avions appris la création au sein du gouvernement Mauroy d'un ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation nous avions frémi. Charger de la décentralisation le ministère qui y fait obstacle depuis un siècle nous semblait un mauvais gag échappé d'un film de Bunuel ou des colonnes de «Charlie-hebdo». Entre temps, une interview au *Monde* de Gaston Defferre le ministre responsable nous a en partie rassurés.

Les socialistes semblent en effet décidés à aller vite et loin en matière de décentralisation. Tout d'abord le préfet sera transformé en commissaire de la République, représentant du pouvoir central, et cessera d'être en même temps le chef de l'exécutif régional ou départemental. Il sera remplacé dans ces fonctions par le président du Conseil régional ou général. Les actuels services départementaux de l'Etat n'auraient plus de correspondants à Paris et dépendraient du commissaire de la République. Ainsi serait mise en place une véritable déconcentration qui viendrait épauler la décentralisation au lieu d'être un alibi pour ne pas la faire.

Et surtout, le maire de Marseille, orfèvre en la matière, parle de réduire le rôle des trésoriers-payeurs-généraux qui obéissant aveuglément à la rue de Rivoli «*ont pris pour habitude de ne respecter ni décrets ni circulaires pourvu qu'ils soient d'accord avec le ministre des Finances*» (dixit Defferre). De la sorte, la centralisation financière, peut-être plus dangereuse et plus insidieuse que la centralisation administrative, sera-t-elle brisée.

A propos de finances et de fiscalité locale G. Defferre se montre particulièrement lucide : il condamne sans appel les taxes actuelles souvent insupportables car ne tenant aucun compte des revenus (la taxe d'habitation) voire antiéconomiques : la taxe professionnelle est calculée en partie en fonction du nombre des salariés de l'entreprise, ce qui est un moyen très spécial d'encourager l'embauche en période de chômage. Gaston Defferre propose de transférer certaines ressources d'Etat aux collectivités locales mais il ne dit pas lesquelles et il faudra attendre la discussion de la nouvelle loi sur les collectivités locales pour connaître l'ampleur de la volonté décentralisatrice en la matière.

Par ailleurs, courageusement, de la part d'un dirigeant de parti clientéliste, G. Defferre propose de limiter à deux le nombre des mandats cumulables par un élu : un mandat local et un mandat parlementaire. Voilà qui fera grincer les dents aussi bien à nombre de ses «camarades» qu'à certains «parrains» locaux de l'ex-majorité. En revanche G. Defferre se montre singulièrement timoré en ce qui concerne les petites communes qu'il veut laisser chacune dans son splendide isolement. Il est vrai que le poujadisme municipal est d'autant plus fort que les communes sont petites, mais G. Defferre aurait pu reprendre à son compte le système fédéral proposé par le rapport Guichard. Faute de la nécessaire économie d'échelle à réaliser par exemple pour les travaux d'équipement, les 24.500 communes de moins de 500 habitants demeureront démunies et impuissantes même avec une fiscalité locale plus juste.

LA PARTIE N'EST PAS GAGNÉE

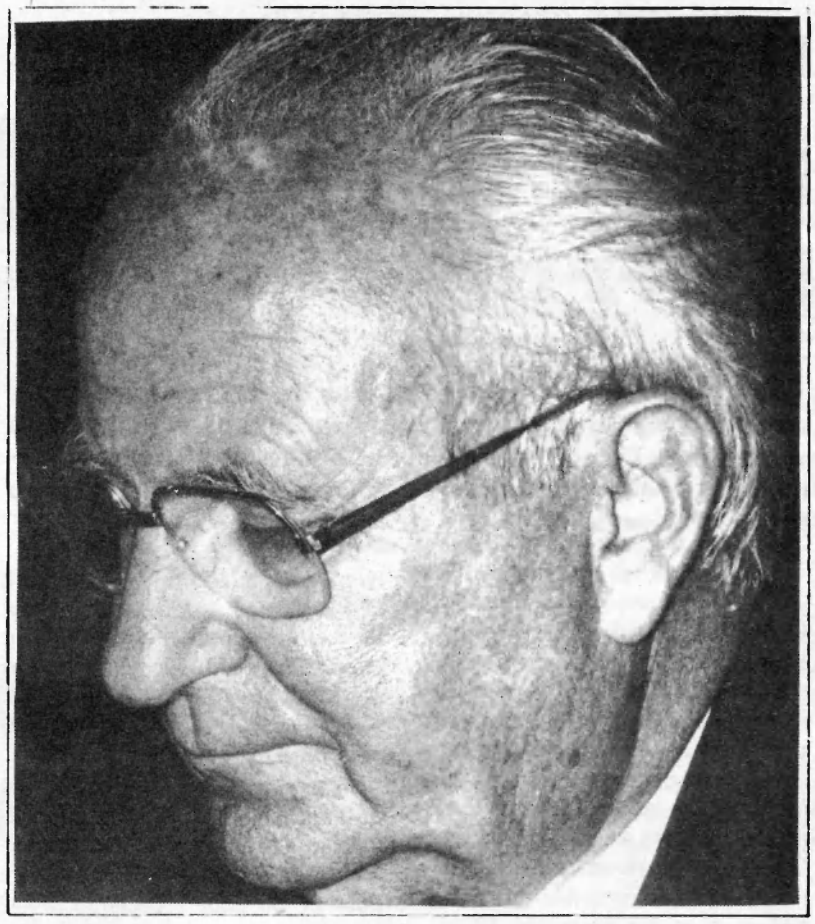
Il y a plus grave : trois motifs nous empêchent de faire pleinement confiance à «Gastounet».

— **Tout d'abord le problème scolaire**, le maire de Marseille doit savoir qu'il n'y a pas de vie locale et régionale active si elle n'est pas animée par l'existence de lycées et d'universités autonomes suscitant une vie culturelle et dans la mesure où ils travailleraient en symbiose avec les entreprises stimulant la vie économique. Cela suppose le dépérissement partiel de la rue de Grenelle. Moyennant quoi le gouvernement Mauroy a fusionné le ministère de l'Education et celui des Universités, et le nouveau ministre, M. Savary, issu des pires cuvées de feu la S.F.I.O. exalte le grand service public de l'Education allant de la maternelle au doctorat d'Etat. Voilà qui n'annonce guère la décentralisation scolaire.

— **La décentralisation administrative n'entraine pas automatiquement la décentralisation économique**, faute de laquelle les régions continueront à dépérir. Or, les positions de G. Defferre en la matière sont beaucoup trop timides. Il parle bien de plans régionaux s'ajoutant au Plan national et appliqués par des services décentralisés de la D.A.T.A.R. Or un plan, s'il est utile comme document indicatif ne doit pas avoir l'ambition de programmer l'avenir pour les cinq années à venir, surtout un monde aussi instable que le nôtre. C'est pourtant l'ambition à peine voilée de M. Rocard, ministre du Plan et de l'Aménagement du territoire et représentant du courant social-technocrate au sein du P.S.

Et surtout, Gaston Defferre ne nous dit pas comment il va mettre fin à l'économie de groupe dans laquelle un holding bancaire ou non possède des dizaines de sociétés qu'il développe ou ferme au gré d'une stratégie mondialiste. Il parle bien de disséminer à travers tout le territoire l'industrie des micro-processeurs qui permettront aux entreprises moyennes d'avoir un plus grand dynamisme, mais il ne parle pas de casser l'économie de groupe en faisant des innombrables filiales de ceux-ci la propriété de patrons et de travailleurs issus de la région. Mesure faute de laquelle tout discours sur la régionalisation restera littérature et le vrai pouvoir demeurera à Paris voire Munich ou New-York. Or, du moins au départ, c'est seulement par une volonté politique ferme de l'Etat que le démantèlement des féodalités économiques pourra avoir lieu.

— **A propos des féodalités** un risque existe en matière administrative. Le P.S. contrôle déjà sept Conseils régionaux et soixante-dix-neuf villes de plus de trente mille habitants. D'autres conseils vont basculer de par la marée P.S. au Parlement puisque les députés sont membres des Conseils régionaux. Or, le P.S. a toujours été un parti clientéliste. Cela se vérifie à Lille, comme à Marseille (voir la gestion municipale et régionale de Gaston Defferre). Le P.S. ne sera-t-il pas tenté de profiter de la régionalisation pour renforcer ses clientèles ? Il est certain que, quelle que soit la tendance politique du jour, ce risque existe dès qu'on décentralise. On pourrait y remédier en recourant en dernière instance à un arbitrage du chef de l'Etat appuyé sur le pouvoir judiciaire. Mais l'actuel chef de l'Etat n'est pas le roi de France. Il n'est qye l'ex-premier secrétaire du P.S.



Doit-on faire confiance au projet Defferre?

Arnaud FABRE

NATION FRANÇAISE

commerce extérieur :

une politique pour la france

Les déclarations faites, tout au long du mois de juin, par les nouveaux ministres, et notamment par M. Jobert (Commerce extérieur), J. Delors (Economie) et C. Cheysson (Relations extérieures), dévoilent la politique progressivement mise en place pour le commerce extérieur.

La période giscardienne a été marquée par un éloge du libre-échangisme. Il fallait que la France, soumise à la nouvelle division internationale du travail, se plongeat dans l'austérité pour demeurer «compétitive». Il fallait que le pays abandonnat des pans entiers de son industrie, au profit des bons «créneaux», à forte valeur ajoutée. Las! On connaît les résultats de cette politique : notre déséquilibre commercial vis à vis des Etats-Unis (8 milliards de francs), de l'Allemagne (6 milliards) ou du Japon (3 milliards) porte précisément sur les biens à haute valeur ajoutée. Le nouveau gouvernement se place d'emblée dans une autre perspective. L'hégémonisme américain est dénoncé, tant par C. Cheysson lors de son voyage aux Etats-Unis ou de la Conférence ministérielle de l'OCDE (16 juin) que par J. Delors au conseil des «Dix» (11 juin). L'un et l'autre critiquent la politique des taux d'intérêts élevés pratiquée Outre-Atlantique, laquelle gène les pays «occidentaux» dans leur politique financière. Le gouvernement américain a déclaré qu'il ne relâcherait pas sa politique monéraire tant que «l'on ne se débarrassera pas de l'inflation massive qui existe dans ce pays». Autrement dit, ce gouvernement trouve normal de faire supporter son incurie à ses partenaires! Dans ces conditions, il est important de savoir que les nouveaux responsables français, à l'inverse des précédents, sont conscients du phénomène. M. Jobert déclarait récemment (1) : «*Si l'on ne revoit pas le système monétaire international pour qu'il soit géré en coresponsabilité, le monde court à la catastrophe. La première urgence pour les gouvernements européens est de dire cela très haut et très clair.*» Et de dénoncer une masse monétaire ivre : «*Voici 100 milliards de dollars baladeurs... qui se promènent de par le monde et qui sont émis par les Etats-Unis pour payer leurs dépenses antérieures; ils ne reviennent pas aux E.U. Cela s'appelle l'inflation mondiale.*»

Il est un autre domaine où les déclarations ministérielles se révèlent intéressantes : le protectionnisme. Oh ! certes, le mot fait encore peur et M. Jobert déclarait le 19 juin dans une usine de tissage des Vosges : «*Non au protectionnisme*» mais il ajoutait aussitôt, non sans malice : «*Cependant nous instituerons un véritable système de limitation des importations, ainsi que le réclament les industries du textile.*» De même, faisant le point, la veille, sur le commerce extérieur, le ministre n'excluait pas un recours à ce qu'il est convenu d'appeler «*le nouveau protectionnisme*» afin de «passer un mauvais moment». Que l'on se croit obligé de flanquer le mot protectionnisme de l'épithète «nouveau», ou que l'on pratique la chose sans la nommer, que nous importe ! Ce n'est pas ici que nous ferons la fine bouche : voici des années que nous réclamons la mise en place d'un protectionnisme, sélectif et temporaire, pour faire face à la soi-disant «concurrence internationale» dont chacun sait qu'elle est savamment orchestrée par les multinationales et pour leur plus grand profit. A cet égard la nomination de J-M Jeanneney, comme représentant de F. Mitterrand pour la préparation des négociations économiques internationales semble de bon augure.

Cependant le protectionnisme, même intelligemment conçu, ne saurait être une fin en soi. Il faut encore avoir de l'imagination. Des idées constructives, le ministre du Commerce extérieur n'en manque pas. La «Lettre de Michel Jobert» du mois de juin en énumère quelques unes :

— Il faut assurer la relance en donnant la priorité aux exportations (pour éviter une aggravation de l'inflation et une chute de la monnaie qu'entrainerait un trop brusque accroissement de la demande intérieure). Deux secteurs doivent être privilégiés : l'automobile et le bâtiment.

— Nous devons rééquilibrer nos échanges en achetant prioritairement aux pays à forte population ou qui ont à notre égard un déficit important (le prix d'achat le plus bas n'est pas le seul facteur à prendre en compte pour une politique à long terme).

— L'Etat ne doit plus être le commis-voyageur de quelques grandes entreprises privilégiées. Celles-ci doivent être mises devant leurs responsabilités. En revanche, il convient d'aider les P.M.E., par toutes sortes de mesures, à réaliser un effort massif d'exportation, notamment vers les pays du tiers monde.

— Il est nécessaire de développer de grandes sociétés de commerce international, comme les Japonais ont su le faire.

— L'Etat doit rétablir sa souveraineté sur les importations d'énergie, de matières premières, ainsi que sur les échanges financiers, et non plus s'en remettre à quelques compagnies internationales.

La nouvelle équipe ministérielle semble donc avoir réalisé un bon diagnostic et fait preuve d'un projet cohérent. Cependant, elle va devoir affronter les réalités et abandonner probablement quelques idées toutes faites. Ainsi, on espère que J. Delors ne se fait pas trop d'illusion lorsqu'il demande aux pays membres de l'O.C.D.E. de réfléchir à la «contradiction essentielle» qui existe entre, d'un côté, «le souci légitime des Etats-Unis de voir s'affirmer la contribution de leurs alliés à l'effort de défense du monde libre... et de l'autre, l'affaiblissement pernicieux des économies de ces mêmes alliés par la pratique obstinée d'une politique monétaire aux conséquences si cruelles.» Si le ministre pense convaincre ses partenaires européens (et *a fortiori* le grand-frère américain) en dénonçant, avec des accents atlantistes, les contradictions internes du capitalisme -comme dirait le camarade Marchais- il fait erreur ! L'«Atlantisme» (dont on ne peut soupçonner M. Jobert) constitue d'ailleurs avec l'«Européisme» les deux tares donc certains socialistes devront se débarrasser d'urgence s'ils veulent défendre nos intérêts nationaux. Ainsi «Le Monde» du 19 juin relevait que «la Commission européenne s'est livrée à un étrange exercice avec les responsables japonais». Selon le quotidien du soir G. Thorn a développé la thèse selon laquelle Tokyo aurait intérêt à négocier avec Bruxelles sans passer par les Etats membres, car «la Commission est plus libérale que les gouvernements nationaux. Elle est le dernier bastion du libéralisme.». Il est vrai que G. Thorn, le Giscard luxembourgeois, doit défendre une économie nationale dont l'importance n'échappe à personne de Vaduz à St Marin ! Néanmoins, cette véritable trahison démontre, une fois de plus, que les institutions européennes ne constituent pas la panacée.

Il faut espérer que les socialistes le comprendront, comme ils devront se rendre compte que la France ne peut compter que sur sa propre volonté pour mener, de concert avec le tiers monde, une action diplomatique qui serve son économie.

A. SOLARI

média :

quel choix socialiste ?

Dès le soir du 10 mai, on réclamait des têtes dans la rue. Pas méchamment. La fête de la Bastille ne comportait ni hargne, ni violence. Tout de même, on espérait bien que les Elkabach, les Duhamel et les autres iraient rapidement se faire voir ailleurs. Quelques jours plus tard, ils étaient toujours là. Quelques semaines plus tard, la plupart sont encore là... malgré les quelques démissions intervenues, celles qui finiraient bien par venir, le nouveau pouvoir se trouve dans une bien étrange situation.

En effet, procéder au grand nettoyage qui correspondrait aux vœux même pas secrets des vainqueurs, aboutirait aux excès suffisamment reprochés au giscardisme. Ce ne serait pas légal. Les directeurs des différentes chaînes ne peuvent être congédiés au gré du pouvoir. C'est pourquoi on a vu Georges Fillioud s'agiter comme un beau diable, allant jusqu'à inciter les journalistes à s'opposer à leur direction. C'était grave puisqu'on risquait alors d'assister à une chasse générale aux sorcières avec appui du ministre de la Communication. C'était bien la peine de faire des gloses sur la différence qu'il y avait entre un ministère de l'Information forcément directif et envahissant et un ministère de la Communication qui aurait été le contraire. Face au tollé provoqué par les propos de Fillioud, Pierre Mauroy était obligé de redresser le tir. Mais le doute est désormais dans les esprits.

On ne peut s'empêcher de penser que les socialistes vont faire comme les giscardiens, c'est à dire tout s'approprier, prendre les places, les prébendes. Pendant vingt-trois ans d'opposition, les appétits ont eu le temps de s'aiguiser les dents. Quand on considère le nombre de candidats à la succession de Michel Bassi à Radio-Monte Carlo, on reste perplexe. Le processus n'est-il pas engagé : ils auront les places, toutes les places ?

Un certain nombre d'histoires font le tour de Paris. On sait que l'Elysée multiplie les interventions auprès des responsables de l'information. On sait que M. Rousselet est particulièrement chargé de transmettre les vœux du président auprès des intéressés, Xavier Gouyou-Beauchamps, président de la SOFIRAD placé à ce poste par Giscard devait évidemment «sauter», être remplacé dans les meilleurs délais par un homme de confiance du nouveau pouvoir. Michel Caste a été nommé. Proche de Michel Jobert, on souhaiterait qu'il fasse preuve d'une certaine indépendance. Le pourra-t-il ? Comment pourrait-il échapper à un rôle d'exécutant fidèle.

Il a tout pouvoir sur RMC par exemple, puisque la SOFIRAD détient plus de 83% des actions de la station monégasque. Il s'agit là d'un exemple particulièrement frappant. Michel Bassi est, en effet, la cible rêvée. Homme de Giscard par excellence, son départ est prévu depuis le 10 mai. Mais on préférerait qu'il s'en aille de lui-même. Bassi résiste, voulant, c'est du moins ce qu'il semble-qu'on lui signifie son congé. Les journalistes qui n'attendent que cela à la rédaction parisienne, redoutent pourtant la suite. Si on leur impose une direction socialiste qui constituera son propre appareil de commandement dans la maison, ce n'est vraiment pas la peine.

Un peu partout dans les rédactions, ça bouge et on affirme la même volonté. Le syndicat des journalistes C.F.D.T. affirme : «*Une nouvelle information, conforme aux vœux et aux intérêts des usagers de l'information, propice à un débat démocratique permanent, ne peut-être confondue avec des pratiques de propagande, de servilité ou de désinformation.*» C'est bien la question. Mais comment lui trouver une solution ?

On nous annonce un nouveau statut de la radio-télévision. On annonce un assouplissement de la législation pour les radios libres. Mais déjà, on est très en retrait sur les promesses premières et sur les espoirs. C'est qu'il n'est pas facile d'échapper aux pouvoirs qui n'entendent pas délaisser leurs prérogatives. Les plus contraignants sont ceux de l'Etat et de l'argent. Les journalistes voudraient avoir plus de franchise, plus d'autonomie. On leur souhaite bonne chance. Mais non sans leur faire aimablement quelques remarques.

La profession de la presse constitue elle aussi un pouvoir, avec ses appétits, ses tics, sa façon de traiter l'information et de répondre aux désirs avouables et non avouables du public. Il ne suffit pas de donner plus de moyens pour l'expansion d'une information désentravée. Il faut encore réfléchir à une presse, à une télévision, à une radio qui feraient place à l'exigence, à la qualité, qui n'auraient pas peur de donner la parole à ceux qui ne l'ont pas par principe... à parier sur l'avenir de l'intelligence !

Tâche singulière. On n'en est pas encore là. Mais le nouveau pouvoir ne tardera pas à nous montrer quel choix il a réellement fait. L'épreuve est redoutable pour lui.

Michel DOHIS

SUR LE QUATRIEME «PACTE POUR L'EMPLOI DES JEUNES»

«Des sociétés spécialement créées pour pomper le pactole des différents pactes Barre, aux petites boîtes patronnées par des négriers qui voient dans cet arrangement le moyen d'exploiter des jeunes, de la grande société qui trouve là un moyen commode de faire passer six mois de tests à des postulants qu'elle recrutait autrefois directement (et alors là, quel climat de compétition démente entre les stagiaires qui savent que seuls les «meilleurs» seront pris) au patron dépassé par les événements qui ne sait pas quoi faire des stagiaires et qui découvre qu'en demandant à bénéficier d'un «pacte pour l'emploi» il a malheureusement attiré l'attention de l'administration sur tout un tas de formalités qu'il n'avait pas accomplies, (et alors il en veut à mort à ses stagiaires), en passant par ces stages bidons desquels, une fois qu'on est inscrit, on ne peut se dégager qu'en payant ...»

Ce texte est extrait d'un numéro de mars dernier de «Royaliste-Université». On s'en prenait aux fameuses mesures des «Pactes pour l'emploi» institués par Barre. Et on avait raison. Aussi prenons-nous très mal que l'une des premières mesures du 1er gouvernement Mauroy ait été de reconduire cette politique. Il ne s'agit pas de faire de la surenchère, ou de nier les problèmes que pose un changement de politique en période de crise... mais tout de même, les mesures d'«amélioration» sont ridicules. L'impact des premiers pactes a été quasiment nul. Y consacrer 2 milliards de plus ne changera pas le fond du problème. Quant au contrôle renforcé des Agences nationales pour l'emploi, cela ne peut que faire sourire ceux qui fréquentent cette estimable administration, patrons ou chômeurs. Franchement ne pouvait-on pas trouver une meilleure idée pour agir sur les chiffres du chômage, puisque c'est finalement le seul but évident de ce genre d'opérations ? Une idée plus morale si possible ?

Collectif Jeunes Royalistes

royaliste

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris ,
Téléphone : 297.42.57.
CCP Royaliste 18 104 06 N Paris

Changement d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais.

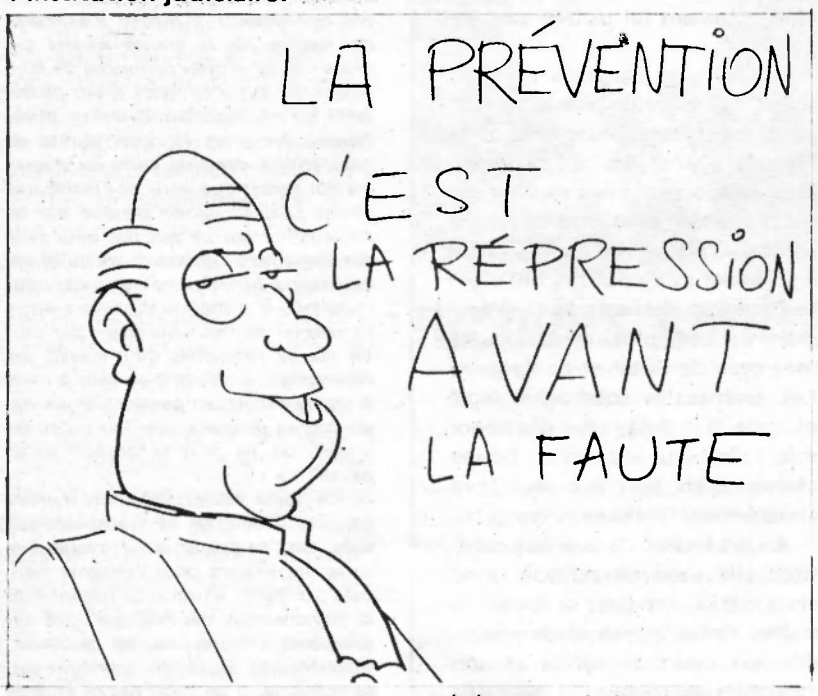
Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal.

Directeur de la publication : Y. Aumont
imprimé en France - Diffusion NMPP
N° de commission paritaire 51700.

entretien avec alain blan

"nous dénonçons l'idéologie de la

La victoire de Mitterrand et du Parti socialiste a été accueillie avec satisfaction par les organisations syndicales de magistrats, d'avocats et de fonctionnaires de la justice. Une époque s'achève dont le point culminant a été la loi scélérate «Sécurité et liberté» qui a vu Peyrefitte et son équipe de la place Vendôme réduire l'indépendance des magistrats. Le Syndicat de la magistrature qui regroupe environ un millier de magistrats, fort de la légitimité que lui confère son opposition de toujours à la politique menée en matière de justice lors du précédent septennat, a vu certains de ses membres entrer au nouveau ministère de la Justice. Alain Blanc, magistrat à la cour de Laon, Secrétaire général adjoint du Syndicat de la magistrature a répondu à nos questions sur la manière dont son syndicat envisageait l'avenir de l'institution judiciaire.



● **Royaliste : Le Syndicat de la Magistrature a publié il y a quelque temps un ouvrage aux éditions Maspéro (1) dans lequel il établissait un bilan négatif en ce qui concerne l'état des libertés. Comment ce que vous appellez «l'idéologie de la sécurité», à propos de R. Peyrefitte, a-t-elle pu aboutir à une réduction des libertés ?**

Alain Blanc : Nous dénonçons cette «idéologie de la sécurité» depuis les années 1974-75. Peyrefitte n'est qu'un versant de cette idéologie. Cette idéologie c'est avant tout celle de Giscard. C'est lui qui l'a mise en place dans tous les domaines. Dans les années 74, au moment où la crise économique commençait à poindre, on a assisté de la part de Giscard d'Estaing et des gouvernements successifs à un réflexe généralisé de repli sur soi et à un développement de la notion de sécurité. Il faut préciser que les magistrats du Syndicat de la magistrature ne sont pas opposés à l'idée de sécurité. Simplement nous constatons que la sécurité revendiquée par Giscard, Peyrefitte et certains ministres était une sécurité dont on n'a jamais su en quoi elle consistait. A vrai dire c'était un mythe qui a permi au gouvernement d'attenter aux libertés. Nous ne sommes pas d'accord pour opposer sécurité et liberté. Les atteintes aux libertés n'amènent rien sur le plan de la sécurité. En fait on a assisté à un réflexe frileux qui consistait à grignoter les libertés individuelles au nom d'une sécurité mythique.

● **Royaliste : Ce processus a entraîné une fonctionnarisation progressive des magistrats. Quelles sont vos propositions pour garantir l'indépendance des magistrats ?**

Alain Blanc : Cette fonctionnarisation était dans la logique même. L'Etat ne pouvait pas imaginer que quelque chose lui échappe. A partir de ce moment là s'est mise en place grâce à toute une série de textes, de directives, un contrôle de l'appareil d'Etat que constitue la justice. Il s'agissait de faire en sorte que la justice ne soit qu'un rouage. Parler de fonctionnarirsation est cependant inexact, car le statut des magistrats est un peu à part. Mais effectivement, il s'agissait d'aboutir à ce que la production judiciaire corresponde exactement à ce que le gouvernement en place attendait. M. Foyer l'a expliqué dans une revue qui s'appelle «Pouvoir» et qu'il a appelé «*idéologie républicaine*». Selon cette théorie il y a le gouvernement qui représente le peuple souverain, les lois qui sont faites par le Parlement et enfin les magistrats n'ont plus qu'a les appliquer. Comme si cela était aussi simple ! Echapper à cette hiérarchie devient impossible. C'est contre ça que nous luttons depuis le début.

Pour ce qui est des propositions nous voulons réformer le Conseil supérieur de la magistrature car ses membres sont uniquement désignés par le président de la République. Au lieu que ce soit des gens désignés par le président, il y aurait trois ensembles de personnalités. Certaines seraient désignées par l'exécutif, d'autres par le Parlement et un troisième tiers par des magistrats élus par leurs pairs. Sur ce point, la gauche est

« Le juge n'est pas fonctionnaire, ce qui le rend fonctionnaire c'est la hiérarchie. »

Honoré de Balzac
Splendeur et Misère des courtisanes

Dans le domaine de la condition pénitentiaire le Syndicat de la Magistrature propose :

TROUVER DES ALTERNATIVES A LA PRISON

- Affirmer la primauté de la prévention et des mesures de probation sur les solutions fondées sur l'enfermement,
- Redonner vie aux peines de substitution : amende, suspension du permis de conduire, confiscation...
- Supprimer la contrainte par corps pour le recouvrement des amendes,

LIMITER L'EFFET DESOCIALISANT DE LA PRISON

- Supprimer les régimes spéciaux de la détention : QHS, QSR,
- Restituer au juge de l'application des peines après avis de la commission d'application des peines et avec la faculté de recours devant le tribunal de l'exécution des peines, le pouvoir de décision quant aux permissions de sortir, au placement en semi-liberté, à la libération conditionnelle et aux sanctions disciplinaires les plus graves.

:

sécurité "

d'accord et celà fera partie des réformes qui seront faites dans les deux ans à venir. A part cela nous avons des revendications d'ordre plus général. Nous voulons ce que l'on appelle d'un terme un peu barbare la «déhiérarchisation». C'est-à-dire faire cesser l'omniprésence de la hiérarchie en développant le rôle des assemblées générales à l'intérieur des tribunaux. Il faut que la démocratie ait sa place dans les palais de justice.

● Royaliste : Ainsi que le droit de faire grève ?

Alain Blanc : Le droit de faire grève fait partie de nos revendications dans la mesure où il est inscrit dans la Constitution. Et nous ne voyons pas pourquoi les magistrats y échapperaient puisqu'ils sont chargés de faire respecter les libertés individuelles des citoyens.

Royaliste : Les Quartiers de Haute Sécurité, le surpeuplement des prisons et certains aspects de la loi «Sécurité et liberté» ont entaîné une dégradation de la condition pénitentiaire. Quelles sont vos propositions en ce domaine ?

Alain Blanc : Nos propositions consistent d'abord à faire en sorte que la loi «Sécurité et liberté» soit abrogée. Pas entièrement cependant car un certain nombre de textes qui ont été votés dans la foulée avaient un aspect positif. Ce qui est à abroger c'est la philosophie générale de ce texte qui est l'aboutissement de que nous avons appelé «l'idéologie de la sécurité». Cela apportera un peu d'air frais dans les palais de justice et également dans tout le corps social.

En ce qui concerne les Quartiers de Haute Sécurité nous avons toujours été contre dans la mesure où nous nous sommes toujours opposés à ce que les prisons soient un lieu de non-droit. L'objectif de la prison n'est pas seulement d'enfermer mais également de resocialiser. Nous pensons qu'il est utile que les détenus exercent un certain nombre de droits, que ces droits soient respectés par l'administration pénitentiaire et qu'il y ait possibilité de recours face aux décisions de l'administration. Il ne faut plus que ce soit le règne de l'arbitraire. Tout cela nous l'avons toujours défendu et plus que jamais nous allons développer nos efforts pour que nos idées passent dans les lois qui seront votées prochainement.

Le Syndicat de la Magistrature propose l'abrogation des lois suivantes :
- **La loi «anti-casseurs,**
- **Les lois instituant la cour de Sûreté de l'Etat et les tribunaux permanents des forces armées,**
- **La loi «Sécurité et liberté»,**
- **La loi Bonnet sur l'immigration et les expulsions d'étrangers,**
- **La loi réprimant les atteintes au monople de la radio-télévision.**

Royaliste : La victoire de Mitterrand et du Parti socialiste ouvre de nouvelles perspectives en ce domaine. Comment envisagez-vous l'avenir des magistrats ?

Les dessins de cette double page sont extraits, avec l'aimable autorisation du Syndicat de la Magistrature, d'un de ses ouvrages : «Les juges croquent la justice». Edition Maspéro.

Alain Blanc : Je dirai tout d'abord que ce qui nous préoccupe c'est l'avenir des magistrats dans ce qu'ils représentent par rapport aux droits et libertés des citoyens. C'est là-dessus que nous axons nos revendications. Cela ira sans problème lorsque la démocratie sera introduite dans les palais de justice et lorsque la carrière des magistrats ne sera plus, comme c'était le cas auparavant, décidée par le pouvoir exécutif. Il faut savoir que le Conseil supérieur de la magistrature n'avait aucun pouvoir. Il homologuait toutes les propositions du ministre de la Justice, M. Peyreffite. Nous allons faire en sorte que cela change avec la représentation paritaire des organisations syndicales. Cela dit, le fond du problème reste que le palais de justice et l'appareil judiciaire ont une fonction idéologique qui a consisté jusqu'ici à maintenir l'ordre et à réprimer. Nous allons essayer de développer l'idée que la justice ce n'est pas cela. C'est aussi un lieu dans lequel de nouveaux droits peuvent émerger, où les gens peuvent venir pour exprimer un certain nombre d'idées. Cela c'est la justice au service des citoyens, ce n'est pas la justice au service de l'Etat. C'est l'idée générale sur laquelle nous nous battons depuis que nous existons.

● Royaliste : le Parti socialiste a un projet en matière de justice qui est proche du vôtre. Quel en est votre analyse ?

Alain Blanc : Il est certain que les réponses de François Mitterrand aux questions que nous lui avons posées sur sa conception de la justice rejoignent en très grande partie nos revendications. C'est pour cela que nous avions été un peu inquiets lorsque nous avions vu Maurice Faure faire des déclarations qui nous avaient paru un peu en retrait par rapport aux engagements de François Mitterrand. Cela dit, les choses ont été remises en place. Lors de l'entrevue qu'il nous avait accordée, Maurice Faure lui-même nous avait laissé penser que finalement il était d'accord avec Mitterrand...

● Royaliste : Vous êtes donc confiants, mais vigilants ?

Alain Blanc : Confiants, effectivement, car il faut voir d'où l'on sort ! Le rôle de la Justice a été ravalé à une position où le mépris était un méthode de gouvernement, notamment de la part de Peyrefitte et de Giscard. Il est évident que nous passons du rôle de «clan» avec tout ce que cela peut supposer de la part de Peyrefitte, à un rôle d'interlocuteur respectable et respecté qui peut négocier, fournir des idées et exprimer des revendications. La Chancellerie et le ministère de la Justice vont devenir un lieu de dialogue. C'est déjà considérable. Néanmoins il n'est pas question pour nous de céder sur nos revendications, c'est pourquoi nous restons vigilants, comme n'importe quel syndicat.

propos recueillis par Hubert Bocquillon

(1) Syndicat de la Magistrature -**Justice sous influence**- Ed. Maspéro.

LIRE

mendès contre de gaulle ?

Dirigiste ? Réformiste ? Réaliste ? Quel qualificatif accoler à la politique de Pierre Mendès France, qu'il n'appliqua que pendant trois courts intervalles : quelques semaines en 38 sous l'impulsion de Léon Blum, de 43 à 45 avec de Gaulle, puis de 54 à 55 pour le règlement de l'affaire d'Indochine.

A propos d'un livre que PMF écrivit en 1962, Jean Lacouture dans la biographie qu'il vient de lui consacrer (1) se risque à ce jugement : «*Pierre Mendès France n'est pas de ceux qu'on classe aisément. Radical, il faisait du socialisme en franc-tireur. Socialiste, il rédigeait un traité de «planification démocratique» qui pour être imprégné d'esprit socialiste, lance une sorte de défi aux clichés et aux rituels du socialisme et aurait bien étonné Jules Guesde, sinon Jaurès et Léon Blum.*»

Dirigeant de la LAURS (Ligue d'Action Universitaire Républicaine et Socialiste), puis plus jeune député radical pendant le Front populaire, Pierre Mendès France conçoit dès l'abord sa vie publique à partir d'une réflexion toute personnelle sur l'économie. Les premiers ouvrages qu'il publiera seront d'ailleurs consacrés aux questions financières et fiscales (2). Pour lui, le dirigisme et l'Etat-providence ne sont pas à rejeter au nom d'une conception archaïque d'un Etat-individu. Ainsi définit-il l'Etat qu'il appelle de ses vœux : «*Une puissance publique responsable d'un état social et chargé d'en redresser les injustices*». Cette nécessité d'un interventionisme minimum, Mendès France l'avancera une seconde fois, pendant la guerre à Alger et après la guerre en proclamant «*l'impossibilité de rétablir la liberté économique totale*» et en prônant l'application d'un «*plan d'ensemble*» organisant «*une politique unique*» définie par une «*autorité économique centrale*». Toutefois ses conceptions et la doctrine qui en découle vont entrer en conflit avec les priorités politiques qui sont au centre de la pratique gaullienne en 1945. Il démissionne alors. De Gaulle conscient de la force de ses convictions écrit dans ses *Mémoires de guerre* : «*Au demeurant, si je n'adopte pas la politique qu'il préconise, je n'exclus nullement de la faire mienne un jour, les circonstances ayant changé.*» (3)

Ce dialogue entre Charles de Gaulle et Pierre Mendès France qui sous-tend la IVème République puis revient au grand jour dès 1958, n'achoppera pas sur les questions économiques, mais bien sur l'action politique où ils s'opposeront sans oublier l'un comme l'autre l'estime et le grand respect qu'ils se portent.

Lacouture dans ce livre hagiographique, donne raison à Mendès France contre de Gaulle. Pourtant, un événement récent démontrerait que Pierre Mendès France s'était bien trompé sur l'avenir et la nature des institutions léguées par le général de Gaulle.

Ce «pragmatisme» mendésien, loué par Lacouture, lui donne tort à deux reprises. En premier lieu dans l'affaire de la CED (Communauté européenne de Défense) où il fit preuve d'un neutralisme regrettable. Les gouvernements précédents, disait-il, avaient pris des engagements auxquels, lui, nouveau président du Conseil, ne pouvait se soustraire. Etait-ce le seul souci qui l'animait alors ? Lacouture n'arrive pas à dégager des textes sur la CED une doctrine mendésienne plus claire. Son entourage lui-même était divisé et des hommes comme Claude Cheysson le poussèrent dans le sens favorable au traité. D'où l'indécision qui présida à son attitude, d'où ce texte boiteux du «protocole additionnel», même s'il résista avec fermeté aux injonctions américaines lors des négociations de Bruxelles. La CED presque enterrée, Mendès France, toujours habité par l'idée du compromis, lança alors la proposition «*d'une autorité centrale à caractère exécutif*» (le conseil des ministres des Etats membres) et déclara qu'il faudra introduire à ce niveau de décision «*certains éléments de supranationalité*». Le traité de Londres du 3 octobre 1954, qui fonde l'Union de l'Europe Occidentale (UEO), que Mendès France considéra être un succès, posait le principe du réarmement allemand et de l'adhésion de Bonn à l'Otan en tant que partenaire à part entière ...

Le traité de Londres renouvelait en fait, ce que le comte de Paris appela dans son bulletin politique «*un marché de dupes*».

Mais Pierre Mendès France fut surtout à partir de 58 un adversaire du retour aux affaires du général de Gaulle. Bien qu'il ne fut guère attaché à la perpétuation de la IVème République et même, comme le souligne Jean Lacouture qu'il dénonça «*la puanteur*» qui s'exhalait de cette «*odeur de marais et de sang caillé*» recouvrant «*le palais Bourbon et Alger au printemps 58*», il prit une part très militante dans le cartel des non, s'attirant en retour les foudres des gaullistes et de Maurice Clavel qui écrivait dans «Combat» : «*le clan adverse demande un arbitre qu'il aime, et il hait tant l'adversaire qu'il étend sa haine à l'arbitre... risquant même d'oter à l'arbitre son rôle, semant des divisions point encore effacées, stupides (...) se juchant en prenant des poses à la Guernesey pour que de Gaulle soit forcé d'être Bonaparte, pour avoir raison, Cassandre qui brûlerait Troie elle-même !*»

Et pourtant Mendès France ne prendra pas tant de gants avec la «légalité républicaine» en participant aux tractations de mise en place d'un «*gouvernement provisoire de gestion*» provoqué par la «vacance du Pouvoir» en plein Mai 68.

Hasard de l'édition, cette biographie de Lacouture paraît au moment même où la Constitution «monarchique», l'héritage gaullien, montre toute sa richesse et sa souplesse, son adaptation parfaite aux mutations politiques. François Mitterrand le jour de son investiture a, paraît-il, glissé ces mots à l'oreille de l'ancien président du Conseil de la IVème : «*Si je suis là c'est un peu grâce à vous*». Il eut mieux fait d'ajouter pour être dans le vrai et pousser jusqu'au bout le paradoxe : «*...et un peu malgré vous.*»

François MOULIN

(1) Jean Lacouture -**Pierre Mendès France**- Seuil. Prix franco 68 F.
(2) Pour la toute petite histoire, signalons que Pierre Mendès France publia son deuxième ouvrage, *La banque internationale*, en 1930, à la librairie que Georges Valois, ancien dirigeant de l'Action française, venait de fonder à Paris.
(3) Charles de Gaulle. *Mémoire de Guerre*. Tome III.

des enfants prolétaires

Malgré la déclaration de Genève acceptée par la SDN en 1924, qui constituait une charte protégeant les enfants, des millions d'adolescents continuent d'être exploités dans le monde entier. Le docteur Patrick Braun (1), après une longue enquête qui l'a mené à travers toute la planète nous révèle l'ampleur du phénomène. Le travail juvénile sévit particulièrement dans les pays où règne la misère. Ce qui explique qu'il soit particulièrement développé sur le continent africain ainsi qu'en Amérique latine.

Des mini-éboueurs du Caire, aux enfants-taupes de Colombie, des bordels d'enfants pour riches européens, aux combats de gosses de Bangkok, c'est toujours la même exploitation. Pour l'équivalent de quelques francs, ces enfants travaillent dans des conditions sordides, contractent des maladies mortelles, peinent sous des charges trop lourdes. Vieillis avant l'âge ils ont ce triste visage d'adulte que Patrick Braun a partout rencontré. Mais, dira-t-on, nous n'en sommes pas responsables ! Est-ce bien sûr ? Notre confort dépend en partie de l'habileté des petites filles de Taïwan qui fabriquent des composants dont le faible coût permettra d'augmenter la demande donc les profits des multinationales européennes. Le cercle est ainsi bouclé pour ces jeunes qui permettent aux Occidentaux, bien entendu opposés au travail juvénile, de jouir en toute bonne conscience des fruits de leur dur labeur. C'est pourquoi Patrick Braun ne se berce pas d'illusions. C'est en réduisant la misère par une meilleure éducation et une nouvelle répartition des richesses que l'on réduira petit à petit le nombre des enfants prolétaires. Un objectif qui passe par une meilleure information du public et des autorités. Puisse son livre y contribuer.

H.B.

(1) Patrick Braun -**Les gosses du désespoir**- Ed. Mercure de France. Prix franco 58 F.

lettre à quelques amis inquiets

par gérard leclerc

Chers amis, frères en héritage ou en espérance, depuis près de deux mois, vous broyez du noir. L'arrivée de François Mitterrand au pouvoir, le raz de marée socialiste vous font mal au cœur. Vos nuits sont peuplées de fantômes. Tantôt, il vous semble que le petit père Combes frôle votre sommeil de son aile maléfique, tantôt vous vous réveillez en sueur d'un horrible cauchemar, Fantomas vous narguait des dents du destin. Pourtant vous avez détesté le président précédent. En lisant *«Le Foutriquet»* de Pierre Boutang, vous vous estimiez vengés. Souvenez-vous : il n'y a pas si longtemps, les sarcasmes les plus durs tombaient de vos bouches comme autant de jugements définitifs. Pourtant, ce Giscar abhorré, il me semble que vous vous mettez à le regretter, à plaindre son exil et à maudire le jour où il quitta les palais nationaux.

Certes l'avenir vous fait trembler. Ce n'est pas que vous soyiez des amis peureux. Il me semble au contraire que parmi nos contemporains, vous êtes parmi les mieux armés pour affronter les périls, et même dans la passe difficile sourire au prochain matin. Traditionalistes, vous êtes hommes des certitudes tranquilles. Vous ne répétez généralement pas avec d'autres que la vie doit être changée. Vous vous contentez de l'aimer cette vie, au point de sans cesse parier sur elle et de jeter en défi des maux du siècle ces cohortes d'enfants rieurs que vous prémunirez de la tentation de douter. D'ailleurs vous êtes des hommes de foi, vous continuez l'ancienne France de Péguy. Vous étiez donc le contraire de libéraux avancés.

C'est dire que je ne vous méprise pas. Je me sens de la même souche que vous et s'il m'arrivait de craindre, de douter, de redouter, il me suffirait de rêver un seul instant à vos foyers accueillants pour retrouver le secours et l'amour. Ce préambule, vous pouvez me croire, n'est pas de pure forme. Lorsque le propre fils de Georges Bernanos me dit son angoisse, je ne puis le confondre un instant avec l'ensemble de ceux que son père combattit sa vie durant. Il se passe bien quelque chose pour que des amis de cette qualité entrent comme dans une attitude, une veille de Résistance.

Leurs raisons, ne sont pas du tout mesquines. Aujourd'hui, on ne compte pas les opposants mesquins, ceux qui tremblent pour leur saint ou plutôt leur satané fric, et qui couvrent cela de proclamations sur les valeurs menacées. Il faudrait qu'il nous démontrent que dans ces valeurs-là, il en est qui ne sont point cotées en Bourse. Or, rien n'est moins évident. Il est un certain discours, aussi insupportable sous Mitterrand que sous de Gaulle, proféré toujours par ceux qui préfèrent spéculer sur les malheurs de la France que de renoncer à des privilèges qui sont autant d'égoïsme. Mais les amis auxquels je m'adresse n'ont fait aucun pacte public ou secret avec l'argent. La justice ne leur fait pas peur, elle ne leur porte pas ombrage. D'ailleurs ils ont cette supériorité de l'aimer au point de ne pas la séparer de sa petite sœur l'équité. Donc nul soupçon de ma part de ce côté, le souci peut-être qu'ils ne se confondent pas avec les gens qui ne leur ressemblent pas.

Mais il faut en venir au vif du sujet. Ils ne tremblent pas pour rien. Ils ont quelques raisons pour eux. D'ailleurs, on nous rendra cette justice qu'ici-même, nous n'avons rien fait pour taire les menaces et oublier les remontrances qu'il fallait faire au nouveau régime. Nous prenons tout à fait au sérieux la menace sur la liberté de l'enseignement et nous sommes les derniers à nous satisfaire des déclarations successives où le flou le dispute à l'équivoque, où le vieil esprit laïcard semble renaître comme un retour du ressentiment et de la revanche. Il ne s'agit pas pour nous de voler au secours de l'école libre inconditionnellement. Ce beau mot de libre, plût à Dieu qu'elle le méritât pleinement, et qu'elle ne fût pas surtout dévorée de la crainte de n'être pas alignée assez sur l'enseignement officiel.

Il est, en effet, fortement à craindre que lorsqu'un maître courageux s'emploie à faire entrer ses auditeurs dans l'univers de la grâce et du salut, invoque Bernanos et Claudel, Bloy et Péguy, il ne se trouve huit fois sur dix dans une classe de lycée plutôt qu'abrité derrière les murs de la Providence ou ceux des bons Pères ! Mais il y a un enjeu dans cette affaire, bien supérieur à une question de crédit, c'est celui de la liberté de l'esprit. Faire un grand service public et laïc, c'est d'abord contradictoire avec la décentralisation annoncée. C'est surtout vouloir nous refaire le coup de la IIIème République, celui de l'enseignement au service d'une idéologie qui refuse de dire son nom. Et lorsqu'on prétend mettre les gosses dès l'âge de deux ans dans ce fameux service, au nom de l'égalité de traitement, j'ai tout comme vous l'envie morale de sauter sur mon fusil et de chouanner.

Mais faut-il, avant même que le nouveau pouvoir ait fait ses preuves, nous engager dans une nouvelle guerre civile ? Ce serait sans doute même tactiquement une lourde erreur. Vous devriez savoir, ou ne pas cacher qu'au sein du parti socialisme, la religion laïcarde et le sectarisme sont minoritaires. Si cela n'était pas vrai, Mexandeau ou Henry auraient pu exiger l'Education nationale et y faire prévaloir sans attendre leur dictature. Je ne dis pas qu'il faut aller à la négociation la bouche en cœur ou même la fleur au fusil. Il me semble au contraire que l'esprit d'offensive n'a jamais été autant de saison. Pourquoi ne pas aller, rue de Grenelle, en défiant le nouveau pouvoir au nom des principes dont il s'est fait le héraut : aller jusqu'au bout par exemple de la décentralisation. Faire le pari le plus extrême sur les libertés. Après tout, qui peut nous assurer au fond de la conscience ou du cœur que ces hommes-là n'ont pas envie de faire du neuf, sans esprit de revanche, sans se trahir ? Pourquoi ne pas parier que le souci des affaires de la France qui pèse désormais sur leurs épaules, ne fera pas qu'ils délaissent leurs défroques idéologiques.

Pari trop hasardeux ? Moins hasardeux en tout cas que celui du procès d'intention, et de l'alliance avec les forces troubles de l'argent. Infiniment moins périlleux que la nostalgie d'un libéralisme avancé qui pendant sept ans nous a spirituellement presqu'anéantis.

J'en viens à ce que vous ne comprenez pas, à ce que vous nous jetez violemment à la figure, sans d'ailleurs vouloir rompre avec nous. Que la Nouvelle Action Royaliste ait appelé à voter François Mitterrand vous paraît monstrueux, aberrant. Si vous aviez fait au moins comme en 1974 où vous aviez refusé de choisir ! Justement, en 1974, Giscard pouvait au moins bénéficier du doute. En 81, c'était jugé. Nous abstenir eut été une piètre esquive. Adversaires absolus d'un régime que nous n'avions cesse de dénoncer, pouvions-nous sans nous trahir, lui laiser une seule chance de survivre ? Ce n'était pas une raison de faire la politique du pire, répondez-vous, d'ailleurs peu farauds.

Pierre Boutang vous a déjà répondu : le pire c'était Giscard. Nous avons donc refusé de choisir ce pire. Nous avons aussi refusé de nous laisser enfermer dans la contradiction, le piège où on nous enfermait. Pour nous, la gauche en France, recèle bien des dangers. Elle n'est pas le mal absolu. Elle est infiniment plus proche de nos revendications de justice, de notre «révolution tranquille» que la droite installée. Pour des royalistes, il est redoutable de se laisser enfermer dans un camp, accepter d'un cœur léger la division perpétuelle du pays en deux France dressées l'une contre l'autre. Nous avons prouvé par notre vote que nous savions accorder nos actes avec nos principes. Nous avons voulu donner toutes ses chances à la seconde France, en sachant que l'épreuve l'avait mûrie, beaucoup changée. L'avenir dira si nous nous sommes trompés. Pour le moment, nous voulons nous battre pour que l'espérance populaire ne soit pas trahie.

Nous le faisons en royalistes, c'est à dire avec l'indépendance que nous donne notre attachement au principe royal. C'est à dire en hommes libres qui refuseront toujours l'esprit partisan, l'esprit de ressentiment.

Fraternellement,

Gérard LECLERC

Il fait dans l'académisme, en bricolant des vieilleries cinquantenaires, qui ennuyaient déjà Queneau. M. Sollers est-il un possédé ? Incontestablement de lui-même. Il joue au théologien comme on joue au docteur, à dix ans. Lisez plutôt *Le Paradis* de Dante, un auteur italien.

Philippe Sollers
Paradis (Seuil)

L'épée de M. Droit est le plus beau jour de sa vie. Le nouveau défenseur de «*nos valeurs, de nos chefs d'œuvre et de notre langue*», qui écrit de Joseph Kessel : «*la déroute de l'armée française, il éprouve un instant du mal à y croire*»; l'homme aux dix mille pronoms relatifs, monsieur Du-Dont-Auquel qui tint jadis le micro du général de Gaulle, Michel Droit, enfin, a trouvé fauteuil à son derrière.

L'Académie française est le piédestal des grands et le débarras des minuscules. Trois siècles d'immortalité ont déjà enseveli M. Droit. Souhaitons-lui nonobstant de tirer parti du voisinage, et de commencer d'apprendre à lire et à écrire.

Michel Droit
Discours de Réception à l'Académie française

L'Etat de la France, ou : «méditations conceptuelles», sous-titrées : «*sept ans de réflexion derrière les vitres opaques de l'Elysée*».

(Volume in-7, format écu et non couronne aux armes de l'auteur : d'argent à la coquecigrue de gueules paissant un champ de nèfles au naturel, une défense d'éléphant brochant sur le tout. Avec le cri : «*je parviendrai*» et la devise : «*manibus accipite adamantes plenis*»:

En vente jusqu'à épuisement des stocks. Ce volume est le dernier de la série. (Il n'y aura pas de nouvelle édition).

Valéry Giscard d'Estaing et alii
L'Etat de la France (Fayard)

M. Pauwels est à Marc Aurèle ce que le regretté Giscard était à Louis XV. Hélas, il ne suffit pas d'être méprisant pour être mépriseur. Si l'on sait, depuis Nietzsche, que le plus grand mépris est l'écorce du plus grand amour, M. Pauwels, qui n'aime pas, se méprend sur son mépris. Cela n'a pas d'importance : comme aurait dit le même Nietzsche, M. Pauwels est quelque chose qui doit être surmonté.

Louis Pauwels
Le Droit de Parler (Albin-Michel)

On savait pourtant depuis Alceste, *qu'il faut qu'un galant homme ait toujours grand empire / sur les démangeaisons qui nous prennent d'écrire*, et surtout de nous faire éditer.

L'ancien lieutenant Heller nous le rappelle, avec beaucoup de civilisation. Mais toute sa bonne grâce francophile vaut son pesant de honte française. O Jouhandeau, Montherlant, Valéry ! Le silence de la mer était-il à ce point au-dessus de vos forces ?

Gerhard Heller
Un Allemand à Paris (1940-1944) (Grasset)

«En ce temps là, le temps n'existait pas encore». Existait seul M. d'Ormesson, qui ressemble à un perroquet de mes amis : quand il fait bouffer son plumage, il intimide les passants; mais le poids spécifique du volatile est celui d'un poulet prêt à cuire. M. d'Ormesson a certes l'inconsistance plaisante. Mais, Dieu, pourquoi tant de pages ! Cordonnier, pas au-dessus du *Figaro* !

Jean d'Ormesson
Dieu, sa Vie, son Œuvre (Gallimard)

à lire...
et à ne pas lire
par philippe barthelet

M. d'Ormesson n'a pas le talent de ses goûts, mais il lui sera beaucoup pardonné pour avoir aimé Vialatte. Le Parmentier de Kafka a du génie sans intention. Une seule de ses chroniques recueillies vous rafraîchit de la lecture de tous les susnommés, et de bien d'autres. «*On a peur d'être de trop dans une époque sublime*», écrivait-il naguère. «*La civilisation fait rage*».

Alexandre Vialatte
L'Eléphant est irréfutable (Julliard)

Quelques fruits, sous beaucoup de feuilles. C'est la fatalité des jus de magnétophone, si propices à la philosophie de Café du Commerce. Ou plutôt, ici, de Café des Promenades. «*Qu'est-ce que la biographie d'un fabricant d'histoire, sinon la moins bonne de ses histoires ?*» Mais alors pourquoi l'auteur de *L'Epervier de Maheux*, de faste mémoire, s'obstine-t-il à nous fournir en nouvelles, de soi-même et de sa petite famille ?

Jean Carrière
Le Nez dans l'Herbe
(La Table Ronde)

La chair est triste, sauf celle des petits garçons, qui est fraîche et joyeuse. Dominique de Roux promettait à l'auteur d'aller l'accueillir au lance-flammes à la sortie des écoles. Il est mort, hélas, avant d'avoir pu tenir sa promesse.

Tony Duvert
Paysage de Fantaisie (Gallimard-Folio)

Comme le dit Jean Carrière : «*ce qui est frappant aujourd'hui, c'est que les gens pensent beaucoup*». MM. Jeantet et Porta ne le contrediront pas. Leur livre, sous-titré «*un gouvernement sans complexe*», a paru avant le changement de régime. C'est une sorte de catalogue des idées chic du printemps de 1981. Bien que «*ce ne soit pas totalement évident* (sic) *de basculer de l'opposition à la majorité*», les «*radicaux-écologistes*» prendront le pouvoir, afin de «*réveiller la France économique à coup de volonté gouvernementale*» (resic). Il s'agit de construire une «*France conviviale*» : on créera donc des «*maisons de la création*», des «*antennes*», des comités, des instituts, des centres, des commissions, selon le principe : à chacun sa théorie.

Les petites pensées arrivent sur des pattes de bécasse : la morale de l'histoire -ou plutôt sa «philosophie», comme disent les jargonautes- tient dans la devise, page quatre de la couverture; «*une utopie ? non : les actions d'un gouvernement*». Ceux que cela ne fait pas rire, ni pleurer, achèteront le livre : il fut écrit pour eux.

Thierry Jeantet et Michel Porta
Matignon c'est extra ! (Encre)

Le Premier Ministre a changé depuis la parution du livre, mais les passions humaines demeurent, et l'urgence de leur gouvernement. Partant de la considération de la guerre, notre mère à tous, l'auteur conclut qu'elle est le plus efficace divertissement jamais inventé, et que toutes nos «compétitions» économiques ont bien du mal à nous faire penser à autre chose. On rencontre en chemin Clausewitz, Alain, Machiavel, Lord Keynes et quelques autres seigneurs sans importance, qui nous édifient de leur conversation.

Philippe Simonnot
Mémoire adressé à Monsieur le Premier Ministre, sur la Guerre, l'Economie et les autres passions humaines qu'il s'agit de gouverner (Seuil)

«**Les bases de ma culture sont religieuses, et mon public l'ignore complètement et ne le voit pas**». Que répondrait M. Giscard d'Estaing, qui place Mme Yourcenar dans le «peloton de tête», comme on dit, de ses écrivains favoris ?

Comme dirait tel autre imbécile, à propos de l'Hadrien des *Mémoires* : «cet empereur inventé... quelle imagination créatrice, quelle amplitude fictionnelle !»

Marguerite Yourcenar
Les Yeux Ouverts, entretiens
(Le Centurion)

On ne fait pas de grande littérature avec de petits ressentiments. M. Poirot-Delpech, quand il prétend satiriser, a toujours l'air de régler ses comptes à coups de pied de l'âne. Et cette impression tenace que donne sa prose, de déjà-pensé : un critique écrivain est un écolier qui compose, ayant appris le manuel par cœur.

Enfin, M. Poirot-Delpech, toujours aussi embarrassé avec les adjectifs !

Bertrand Poirot-Delpech
La légende du Siècle (Gallimard)

Ce «nouvel élan de l'intelligence critique», machine de guerre ou «*appareil trucitatoire*» contre les «*dogmes pseudo-intelligibilisateurs*» se promet mieux qu'il ne se tient. Débusquer les «*idoles idéales*» de l'entendement, en décrire la généalogie, est une belle intention philosophique; mais pourquoi s'envaser dans une rhétorique de Narcisse, et que veut dire, par exemple «*puisque la mentalité participative portait bannière de la théorie d'un savoir à la fois objectif et médiatisé par des systèmes locuteurs*» ?

Manuel de Dieguez
L'Idole monothéiste (P.U.F.)

M. Elleinstein est depuis peu, au «Figaro-magazine», le specimen communiste exposé à la curiosité des familles. Version intellectuelle de la terrine de légumes, inventée par «la nouvelle cuisine» : incolore et insipide, comme l'eau, la simplicité en moins. Explorateur des ultimes recès de l'âme humaine, M. Elleinstein estime «*utile que nous puissions débattre franchement, sans préjugés, sans tabous, du sexe du langage*» (sic). C'est que «*l'homme (au sens général du terme)* (resic) *constitue un tout dont il est difficile de partager les éléments qui le composent, d'où la complexité de l'étude*». (16 mai 1981).

Je rêve de M. Elleinstein à l'Académie française, où il serait reçu par M. Michel Droit.

Se pincer aussi fort, et ne rire jamais : à ce point d'excellence, M. Elleinstein décourage l'admiration.

Jean Elleinstein
Point de vue hebdomadaire,
in *Le Figaro-magazine*

VACANCES

Comme tous les ans à pareille époque, l'équipe de «Royaliste» va prendre ses quartiers d'été et notre journal va suspendre sa publication jusqu'à la deuxième quinzaine de septembre. Le numéro que vous avez entre les mains est donc le dernier numéro «normal» avant les vacances. En effet, dans quinze jours paraîtra notre «Spécial Eté». Plus épais, conçu comme un véritable outil de propagande, ce numéro spécial devra avoir une diffusion très large, dépassant de beaucoup le nombre de nos lecteurs habituels. Pour cela nous avons prévu un tirage exceptionnel, ainsi qu'une diffusion très grande dans les kiosques et chez les marchands de journaux des lieux de villégiatures. Mais, ceci, bien sûr, ne suffit pas et n'a pas un impact aussi important que la propagande et la diffusion personnelle que peut faire chacun d'entre vous, militant ou sympathisant. La période des vacances est particulièrement propice pour cela : nos lecteurs voient des gens nouveaux, souvent dans des régions où nous ne sommes pas implantés et où la propagande royaliste est inexistante. Mais pour qu'une discussion soit réellement profitable, il faut qu'elle puisse être appuyée d'un «document» qui restera dans les mains de votre interlocuteur. Il y a pour cela soit le numéro spécial, soit le livre-manifeste de la NAR «La révolution tranquille», et il faut donc faire une place dans vos bagages pour ce petit matériel minimum (dont vous trouverz les tarifs d'achat ci-contre).

Je conclurai en reprenant mon appel d'il y a quinze jours concernant nos finances particulièrement fragiles en cette période estivale. Donnez généreusement à notre souscription permanente (CCP Royaliste 18 104 06 N Paris) afin de nous permettre de surmonter sans trop de problèmes cette période difficile. Merci.

Yvan AUMONT

CONSERVEZ VOTRE COLLECTION DE «ROYALISTE»

Si l'on en croit les premiers résultats du dépouillement de l'enquête faite auprès de nos lecteurs, ils sont très nombreux (61%) à conserver l'intégralité de leur collection du journal. Ceci montre qu'après sa lecture «Royaliste» reste un véritable outil de travail. Pour faciliter sa consultation, nous disposons de reliures à tringles, recouvertes de toile bleu-roi frappée au dos de l'inscription «Royaliste», ornée d'une fleur de lys dorée. Chaque reliure permet de contenir une cinquantaine de numéros de «Royaliste». Format extérieur, 16 x 23 cm (épaisseur 11 cm), fournie avec 54 tringles chacune. Prix franco 45 F.

● **Le Numéro «Spécial été»**

5 ex. : franco 15 F
10 ex. : franco 20 F
20 ex. : franco 35 F
50 ex. : franco 75 F

● **Le livre-manifeste : «La Révolution tranquille**

1 ex. : franco 45 F
3 ex. : franco 80 F
5 ex. : franco 100 F
10 ex. : franco 150 F

Commandes, accompagnées de leur règlement, à l'ordre de «Royaliste», 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris. CCP 18 104 06 N Paris

première rencontre culturelle bretonne

Riche programme pour notre première rencontre culturelle bretonne à la maison de la Rue des Aubiers à Augan près de Ploërmel.

Pendant deux jours (les 1er et 2 août) des personnalités aux préoccupations très diverses vont intervenir pour présenter le résultat de leurs travaux. Des conteurs et des musiciens nous feront rêver en lisière de la forêt de Brocéliande et animeront la veillée du samedi soir autour du feu de camp.

Dès maintenant nous pouvons annoncer la participation de :

— **M. Erlannig**, écrivain, membre de l'Académie de Bretagne, qui traitera du sujet de son dernier ouvrage : «les vieux clans bretons au 9ème siècle à la lueur des manuscrits de l'Abbaye Saint-Sauveur de Redon».

— **M. Mercier**, ancien élève de l'école Boulle, membre de la société polymathique de Vannes, fera une communication sur le camp des rois de Bretagne.

— **M. Patrick Lebrun** nous captivera avec ses «Contes et légendes de Brocéliande et du pays gallo».

— **M. Alan Morvan-Chesneau**, barde, chargé de recherche en toponymie et archéologie celtique, écrivain et compositeur, interviendra sur «Druidisme, tradition celtique, forces et lieux telluriques en Bretagne et à Brocéliande.»

— **M. Keranforest**, journaliste, animateur de «*Sites et monuments*», commentera un montage diapositives sur «Le patrimoine breton en péril».

— **M. Per Roy**, responsable de l'association culturelle *Kendal'ch* et de *Skoazell Reizh* (Secours Breton) fera l'historique des mouvements culturels bretons. Il sera accompagné par **M. Yann Bouessel du Bourg**, journaliste au magazine de la culture bretonne *Breizh*, qui évoquera le difficile problème de l'Irlande du Nord.

— **Gérard Leclerc** participera à cette rencontre et situera l'importance du mouvement culturel et régionaliste dans la définition d'une «autre politique» pour les peuples de France. Il animera également le débat de clôture qui tentera de faire le point sur le mouvement culturel breton en ces années 80.

Sans nul doute les lecteurs de «Royaliste» seront nombreux à participer à cette manifestation (pour laquelle une très modeste participation aux frais sera demandée) et ils obtiendront tous les renseignements pratiques en écrivant à la N.A.R. - B.P. 2536 - 35025 Rennes cedex ou en téléphonant à Yolande de Prunelé au 16 (97) 74. 12.15.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (30 F), 6 mois (55 F), un an (95 F), de soutien (200 F) *

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : ..... **Prénom :** .....

Adresse : .....

Profession : ..... **Date de naissance :** .....

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS - C.C.P. ROYALISTE 18 104 06 N Paris

EDITORIAL

par
bertrand
renouvin

les lendemains d'une victoire

«Les classes élevées ont en tout pays un jargon de clinquant qui, lavé dans les cendres littéraires ou philosophiques, donne infiniment peu d'or au creuset.»

Honoré de Balzac

Si Balzac était parmi nous, son jugement serait plus sévère encore. Car, depuis le 10 mai, nous n'entendons même plus ce «jargon de clinquant» si caractéristique de la période giscardienne : écartés du pouvoir suprême, les partis qui représentaient les intérêts et les sentiments des «classes élevées» ont perdu leur capacité de séduction. Plus de discours chatoyants, mais la plate répétition des mots qui font peur. Plus d'envolées vers l'an 2000, mais l'annonce de la catastrophe. Plus de belles promesses, mais l'absence de tout projet.

L'ECHEC DE LA DROITE

Il serait de mauvais goût de rire d'une si cuisante défaite. Mais comment plaindre ceux qui en portent la responsabilité ? Il est juste que Lecanuet, héritier de la pire des politiques, et qui s'est déshonoré en se ralliant à Jacques Chirac, ait vu fondre ses lamentables troupes. Quant aux chiraquiens, ils auraient pu, dans la fidélité à leur tradition, faire autre chose qu'une défense hypocrite du capitalisme pimentée d'un anticommunisme sommaire. Prise à son propre piège parce qu'elle avait toujours souhaité l'identité de vues entre le Président et la majorité parlementaire, la droite a perdu parce qu'elle a voulu ignorer certaines évidences : il ne servait à rien d'agiter l'épouvantail communiste au moment où le parti de Georges Marchais était lui-même défait, et de dénoncer tout à coup une catastrophe économique que nous connaissons depuis sept ans. Par ses échecs, ses impostures ou ses incohérences, c'est la droite qui a assuré à la gauche son éclatante victoire.

Il est vrai que, jusqu'à présent, les socialistes n'ont commis aucune faute majeure. Demeurent cependant un certain nombre de questions. Ce ne sont pas celles que se posent les gros possédants, qui ont vu disparaître le mois dernier leur protecteur et principal représentant: nous ne plaindrons pas ceux qui verront taxer leurs revenus excessifs, et, il faut le souhaiter, qui verront se tarir les sources du profit malhonnête. En revanche, il faut s'inquiéter du vertige qui pourrait saisir le Parti socialiste devenu tout puissant à l'Assemblée nationale. Pour lui, la tentation est forte de prendre sa revanche d'une longue exclusion des affaires par une hégémonie aussi affirmée que l'ancienne. A cet égard, les remontrances adressées publiquement par Gaston Defferre à certains journalistes et les déclarations brutales de Georges Fillioud ne sont guère rassurantes - pas plus que les «explications» données sur la politique nouvelle de l'enseignement.

Sans faire de procès d'intention aux socialistes, nous demandons que les ambiguïtés soient levées et que les promesses soient tenues. Cela signifie que la décentralisation annoncée ne doit pas se réduire à la création de nouvelles féodalités. Cela signifie que la politique de nationalisation ne doit pas tomber dans l'erreur de l'étatisation mais au contraire aboutir à la destruction des grands groupes industriels, à une meilleure répartition des entreprises et à leur libre gestion par les travailleurs. Cela signifie que la politique de relance doit, pour être efficace, s'effectuer dans le cadre d'une économie protégée de la concurrence sauvage. Enfin, promesse a été faite de garantir et de développer la liberté d'expression. Les royalistes, qui représentent une famille politique de ce pays -et non la moindre puisqu'elle s'inspire d'une tradition presque millénaire- attendent que cette liberté leur soit reconnue et qu'ils puissent enfin participer normalement au débat public.

LA QUESTION POLITIQUE

Tels sont les vrais problèmes, au regard desquels la participation des communistes au gouvernement me paraît secondaire.

Après tout, le général de Gaulle avait fait le même choix que François Mitterrand, à une époque où le Parti communiste représentait un danger réel en raison de sa puissance politique et militaire. Il n'en est plus de même aujourd'hui. Deux défaites électorales contraignent les communistes à une extrême prudence. Après avoir annoncé qu'ils ne permettraient pas l'état de grâce si Mitterrand était élu, ils vont aujourd'hui à Canossa, abandonnant leurs positions sur l'Afghanistan et la Pologne, et acceptant la politique social-démocrate qu'ils n'ont cessé de dénoncer, en se pliant à la volonté d'un Président grossièrement insulté pendant des années. Loin de tenir les socialistes en otages, ce sont eux qui sont à la merci du nouveau pouvoir, et menacés d'être renvoyés à la première incartade.

Il faut espérer que le débat politique ne s'enlisera pas dans des querelles stériles sur la composition du gouvernement. La question principale qui est aujourd'hui posée est celle de l'Etat, de sa légitimité, de sa fonction arbitrale, du projet fondamental que le Président de la République doit accomplir. François Mitterrand bénéficie d'une large adhésion populaire. Il faudrait encore, pour que sa légitimité fut entière, qu'il pose pour chacun les conditions de la justice et de la liberté, et qu'il se situe dans le droit fil de notre histoire. Le risque est qu'il demeure un chef de parti, incapable de ce fait d'assurer l'arbitrage, et qu'il n'incarne qu'une seule tradition politique de notre pays, dans l'indifférence ou dans l'hostilité à toutes les autres. Président d'une République monarchique dans son esprit, François Mitterrand a la possibilité de s'élever au-dessus des partis et des clans. Lui, si soucieux d'enracinement, ne peut négliger l'héritage gaullien et capétien qui fonde tout projet pour la France. Et puisqu'il a naguère évoqué «l'état de grâce» qu'il vit maintenant, il faut lui souhaiter la grâce d'état qui lui fera éprouver que dans notre pays toute vraie politique est royale par essence.

Bertrand RENOUVIN